



**ARRETE PREFETORAL N° 2009-24 du 31 Août 2009**

**portant réglementation complémentaire des installations de la société Rhodia Opérations sur la commune de Salindres.**

Le Préfet du Gard, chevalier de la légion d'honneur,

**VU** l'ordonnance n° 2000-914 en date du 18 septembre 2000 ;

**VU** la directive européenne n° 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive IPPC) ;

**VU** la directive 2008/105/CE du 16/12/2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

**VU** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

**VU** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

**VU** les articles R211-11-1 à R211-11-3 du Titre I du Livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et circulaires d'application en dates du 6 décembre 2004 et du 25 juillet 2006 ;

**VU** l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes ;

**VU** le Plan Régional Santé Environnement (Arrêté préfectoral n°06-0342 du 3 juillet 2006) indiquant la priorité à donner à la réduction des émissions industrielles dans l'air de COV et de substances cancérogènes dans le cadre de l'action 8 ; ainsi qu'à la réduction des émissions dans l'eau de substances dangereuses dans le cadre de l'action 11 ;

**VU** la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;

**VU** la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état »

**VU** la circulaire du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementale provisoires (NQEps) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

**VU** la circulaire MC 0803 du 05/01/2009 relative à la mise en oeuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement;

**VU** le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-62 du 5 octobre 2005 autorisant la société Rhodia Organique à procéder à l'extension de son usine de fabrication de produits chimiques située sur le territoire de la commune de Salindres ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2006-36 du 16 octobre 2006 autorisant la société Rhodia Opérations à reprendre les activités précédemment exploitées par la société Rhodia Organique située sur la commune de Salindres et modifiant l'arrêté préfectoral n°2005-62 du 5 octobre 2005 ;

**VU** l'arrêté complémentaire 2007-47 du 28 décembre 2007 portant réglementation complémentaire des installations de la société Rhodia Opérations sur la commune de Salindres ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2009-HB-4 du 24 Août 2009 donnant délégation de signature à M. Philippe PORTAL, sous-préfet d'Alès ;

**VU** les constats effectués lors de la campagne de recherches des substances dangereuses dans les rejets liquides en date du 21 avril 2004 ;

**VU** le plan de réduction des rejets gazeux transmis à l'inspection des installations classées par la société Rhodia le 29 septembre 2008

**VU** le courrier de l'inspection du 30 avril 2009 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral ;

**VU** le courrier de l'industriel du 15 mai 2009 en réponse ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 juin 2009 ;

**VU** l'avis du CODERST du 7 Juillet 2009;

**VU** les résultats du rapport n° B04/R8447/0025 établi par le laboratoire Cereco présentant les résultats d'analyse menées dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau sur le prélèvement du 21/04/2004 dans les effluents du GIE chimie;

**Considérant** que ces installations sont visées par la liste définie à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 29 juin 2006,

**Considérant** les obligations fondamentales de l'exploitant énumérées à l'article 3 de la directive européenne IPPC sus visée ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la proximité des populations riveraines ;

**Considérant** les mesures présentées par Rhodia Opérations, et les améliorations qu'il a apportées à ses installations d'une part depuis leur mise en service, et d'autre part suite à l'élaboration du bilan de fonctionnement ;

**Considérant** les mesures organisationnelles prises par l'exploitant pour gérer les aspects environnementaux du site ;

**Considérant** qu'un certain nombre des mesures proposées par l'exploitant doivent être intégrées dans les obligations réglementaires en vue d'en garantir la pérennité et l'efficacité ;

**Considérant** que les flux de substances rejetées dans l'air doivent être réduits par traitement ponctuel, collecte et traitement systématique des sources, à des niveaux correspondants à l'usage des meilleures techniques disponibles et strictement conformes aux valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ;

**Considérant** les projets annoncés par Rhodia Opérations en vue de réduire l'ensemble des ses rejets atmosphériques de COV, y compris les CFC et HFC à l'horizon fin 2008 ;

**Considérant** l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE;

**Considérant** les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

**Considérant** la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées;

**Considérant** les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

**Considérant** l'avis du comité de pilotage, substances dangereuses, du bassin Rhône Méditerranée Corse sur les substances susceptibles d'être émises par l'industrie de la chimie,

**Considérant** que l'avis précité propose de retenir dans le programme de surveillance initiale des usines

chimiques les 18 substances de la liste 1 de la directive 76/464 codifiée par la directive 2006/11/CE et les 33 substances prioritaires et dangereuses prioritaires de la DCE,

Sur proposition du Sous-préfet d'Alès :

## ARRETE

### **Article 1 : Objet**

La société Rhodia opérations dont le siège social est situé immeuble Cœur défense – tour A 92931 La Défense cedex doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Salindres, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire, qui vise à fixer les modalités de surveillance et de réduction de ses émissions :

- de substances dangereuses dans l'eau
- de composés organiques volatils (COV) et de gaz à effet de serre (GES) dans l'air.

En fonction de ces résultats de surveillance, le présent arrêté prévoit pour l'exploitant la fourniture d'études technico-économiques présentant les possibilités d'actions de réduction ou de suppression de certaines substances dangereuses dans l'eau.

### **TITRE I) Dispositions concernant l'eau**

### **Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses dans l'eau**

**2.1** Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'**annexe 5** de la circulaire du 05/01/2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale RSDE.

**2.2** Pour l'analyse de ces substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaires », pour chaque substance à analyser.

**2.3** L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'**annexe 5** de la circulaire du 05/01/2009 :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :
  - a. Numéro d'accréditation
  - b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 5.2 de la circulaire RSDE du 05/01/2009.
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009.

Les modèles des documents visés aux points 3 et 4 précédents et figurant à l'annexe 5.5 de la circulaire RSDE du 05/01/2009 sont repris en **annexe 2 du présent arrêté**.

### **Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale**

### **3.1 Première phase d'étude des rejets de substances dangereuses : surveillance initiale**

L'exploitant met en œuvre **sous 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- point(s) de rejet : Bornes d'entrée de la station de traitement du GIE chimie ; coordonnées Lambert 2 étendu : X 745034 - Y 1909168
- liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées à **l'annexe 1 du présent arrêté**
- périodicité : 1 mesure par mois pendant 6 mois ;
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation .

Il transmet au plus tard à cette échéance de trois mois, un courrier à l'inspection des installations classées l'informant de l'organisme qu'il aura choisi pour procéder aux prélèvements et aux analyses ainsi que de la période de démarrage du programme de surveillance initiale.

### **3.2 Rapport de synthèse de la surveillance initiale**

L'exploitant doit fournir dans un délai de **12 mois** après notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique selon le modèle de **l'annexe 5.4** de la circulaire ministérielle du 05 janvier 2009 précitée. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne relevées au cours de la période de mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen et les limites de quantification pour chaque mesure;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;
- l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit et de vérifier le respect des dispositions de l'article 2 du présent arrêté ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant met en évidence la possibilité d'arrêter la surveillance de certaines substances, en référence aux dispositions de l'article 3.3.
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance;
- Le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

### **3.3. Conditions à saisir pour arrêter la surveillance d'une substance**

La surveillance au rejet d'une substance telle que celles visées dans le présent arrêté pourra être stoppée si, sur la base de 6 mesures consécutives, au moins l'une des trois conditions suivantes est vérifiée (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont tous les deux respectés) :

1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;
2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie à **l'annexe 5.2** de la circulaire du 5 janvier 2009 précitée, et reprise dans le tableau de **l'annexe 1 du présent arrêté** ;
3. **3.1** Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à  $10^*NQE$  (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français,  $10^*NQE_p$ , norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;  
**ET 3.2** Tous les flux calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux théorique admissible par le milieu récepteur (le flux admissible étant le produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQE<sub>p</sub> conformément aux explications de l'alinéa précédent).

## ARTICLE 4 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

### 4.1 Seconde phase d'étude des rejets de substances dangereuses : surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre **sous 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté préfectoral le programme de surveillance pérenne.

- point(s) de rejet : Bornes d'entrée de la station de traitement du GIE chimie ; coordonnées Lambert 2 étendu : X 745034 - Y 1909168
- liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées à l'annexe 1 du présent arrêté, dont la surveillance est retenue sur la base du rapport de synthèse établi à l'issue de la surveillance initiale en référence aux articles 3.2. et 3.3. du présent arrêté ;
- périodicité : 1 mesure par trimestre pendant 2 ans et 6 mois, soit 10 mesures ;
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation .

Il transmet au **plus tard à cette échéance de 12 mois** à compter de la notification, un courrier à l'inspection des installations classées l'informant de l'organisme qu'il aura choisi pour procéder aux prélèvements et aux analyses ainsi que de la période de démarrage du programme de surveillance pérenne.

Lors de cette phase de surveillance et en référence aux dispositions prévues par la circulaire RSDE du 05/01/2009, l'inspection des installations classées peut demander par écrit à l'exploitant d'adapter si besoin, en terme de substances ou de périodicité, le programme de surveillance qu'il a proposé de poursuivre, au vu du rapport établi en application de l'article 3.2. du présent arrêté et d'éléments complémentaires d'informations connues concernant notamment l'état de la masse d'eau à laquelle le rejet est associé.

### 4.2 Etude technico-économique

L'exploitant fournira au Préfet **sous 24 mois** à compter de la notification du présent arrêté préfectoral et au plus tard le **1<sup>er</sup> septembre 2013** une étude technico-économique, accompagnée d'un échéancier de réalisation pouvant s'échelonner jusqu'en 2021 répondant aux objectifs suivants pour l'ensemble des substances figurant dans la surveillance prescrite à l'article 3 ci-dessus:

- 1- Pour les substances dangereuses prioritaires figurant à l'annexe 10 de la DCE, possibilités de réduction à l'échéance 2015 et de suppression à l'échéance 2021 (2028 pour anthracène et endosulfan) ;
- 2- Pour les substances prioritaires figurant aux annexes 9 et 10 de la DCE, possibilités de réduction à l'échéance 2015 et éventuellement 2021;
- 3- Pour les substances pertinentes figurant à la liste 2 de l'annexe I de la directive 2006/11/CE du 15/02/06, lorsqu'elles sont émises avec un flux supérieur à 20% du flux admissible dans le milieu, possibilités de réduction à l'échéance 2015 et éventuellement 2021;
- 4- Pour les substances pertinentes figurant à la liste 2 de l'annexe I de la directive 2006/11/CE du 15/02/06, émises avec un flux inférieur à 20% du flux admissible dans le milieu mais pour lesquelles la norme de qualité environnementale n'est pas respectée, possibilités de réduction à l'échéance 2015 et éventuellement 2021.

Cette étude devra mettre en exergue les substances dangereuses dont la présence dans les rejets doit conduire à les supprimer, à les substituer ou à les réduire, à partir d'un examen approfondi s'appuyant notamment sur les éléments suivants :

- les résultats de la surveillance prescrite ;
- l'identification des produits, des procédés, des opérations ou des pratiques à l'origine de l'émission des substances dangereuses au sein de l'établissement ;
- un état des perspectives d'évolution de l'activité (process, niveau de production ...) pouvant impacter dans le temps qualitativement ou quantitativement le rejet de substances dangereuses ;

- la définition des actions permettant de réduire ou de supprimer l'usage ou le rejet de ces substances. Sur ce point, l'exploitant devra faire apparaître explicitement les mesures concernant la ou les substances dangereuses prioritaires et celles liées aux autres substances. Les actions mises en œuvre et/ou envisagées devront répondre aux enjeux vis à vis du milieu, notamment par une comparaison, pour chaque substance concernée, des flux rejetés et des flux admissibles dans le milieu. Ce plan d'actions sera assorti d'une proposition d'échéancier de réalisation.

Pour chacune des substances pour lesquelles l'exploitant propose des possibilités de réduction ou de suppression, celui-ci devra faire apparaître dans l'étude susvisée l'estimation chiffrée pour chaque substance concernée, du rejet évité par rapport au rejet annuel moyen de l'installation (en valeur absolue en kg/an et en valeur relative en %), et être comparée avec les objectifs nationaux de réduction tels que précisés dans la circulaire du 7 mai 2007.

#### **4.3 Rapport de synthèse de la surveillance pérenne**

L'exploitant doit fournir dans un délai de **48 mois (4 ans)** après notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance ultérieure sur le même modèle que celui prévu à l'issue de la surveillance initiale et défini à l'article 3.2 du présent arrêté.

#### **4.4 Actualisation du programme de surveillance pérenne**

L'exploitant poursuit **au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013** le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- point(s) de rejet : Bornes d'entrée de la station de traitement du GIE chimie ; coordonnées Lambert 2 étendu : X 745034 - Y 1909168
- liste des substances dangereuses : substances dangereuses listées à l'annexe 1, du présent arrêté, dont la surveillance est retenue sur la base du rapport de synthèse établi en référence aux articles 4.3. et 3.3. du présent arrêté ;
- périodicité : 1 mesure par trimestre;
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation.

En cas d'évolution dans les produits, des procédés, des opérations ou des pratiques susceptibles d'être à l'origine de l'émission dans les rejets de nouvelles substances dangereuses au sein de l'établissement, l'exploitant est tenu d'actualiser le cadre de sa surveillance à ces nouvelles substances jusqu'à la vérification du respect des dispositions définies à l'article 3.3. Il en informera l'inspection des installations classées.

#### **Article 5 : Rapportage de l'état d'avancement de la surveillance des rejets**

##### **Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux**

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application des articles 3.1 et 4.1 et 4.4 susvisés sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Dans l'attente de la mise à disposition de la transmission électronique via le site de télédéclaration susvisé, il est tenu de transmettre mensuellement par écrit avant le 5 du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N.

#### **Article 6 :**

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2007 – 47 du 28 décembre 2007 sont abrogées.

#### **Article 7 :**

Le tableau du point 5.2 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2007 – 47 du 28 décembre 2007 est remplacé par le tableau suivant :

| PARAMETRES | FREQUENCE |
|------------|-----------|
|------------|-----------|

|               |                           |
|---------------|---------------------------|
| débit         | Continu et enregistrement |
| pH            | Hebdomadaire              |
| MES           | Hebdomadaire              |
| DCO           | Hebdomadaire              |
| Fluorures     | Hebdomadaire              |
| Chlorures     | Hebdomadaire              |
| N global      | Bi mensuelle              |
| P Total       | Mensuelle                 |
| Indice Phénol | Mensuelle                 |
| AOX           | Hebdomadaire              |

## TITRE II) Dispositions concernant l'air

### Article 8 :

L'article 3.2.5 de l'AP n°2005-62 du 5 octobre 2005 est remplacé par l'article suivant

#### **3.2.5. Conditions générales de rejet**

Les concentrations de polluants rejetés sont exprimés en mg/Nm<sup>3</sup>, les volumes de gaz étant rapportés après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins)
- à des conditions normalisées de pression (101,3 kilo pascals);
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous sauf dans les cas où l'oxygène est proscrit ou présente un taux négligeable.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en m<sup>3</sup>/heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

La vitesse de passage à l'air de tout rejet à l'atmosphère sans traitement de gaz doit être au moins égal à 8m/s en sortie de ventilation.

Les rejets dans l'atmosphère issus des installations – à savoir les émissions canalisées et les émissions diffuses - doivent respecter les valeurs limites suivantes :

| Conduit   | Tout rejet hors oxydeur thermique    | Rejet via oxydeur thermique          |
|---|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )                                 |                                      |                                      |
| Concentration en O <sub>2</sub> ou CO <sub>2</sub> de référence     | Atmosphérique<br>21 % O <sub>2</sub> | Atmosphérique<br>21 % O <sub>2</sub> |
| Poussières  | 100 ①                                | 100 ①                                |
| SO <sub>2</sub>   | 300 ①                                | 300 ①                                |
| NO <sub>x</sub> hors N <sub>2</sub> O en équivalent NO <sub>2</sub> | 500 ①                                | 100                                  |
| CO  | /                                    | 100                                  |
| HCl   | 50 ②                                 | 50 ②                                 |
| Fluor - gazeux  | 5 ②                                  | 5 ②                                  |

|   |      |            |
|---|------|------------|
| Fluor – vésicules et particules                           | 5 ②  | 5 ②        |
| COVNM en équivalent CH <sub>4</sub> - COT                 | 110  | 20         |
| Substances Annexe III                                     | 20 ③ | 20 ③       |
| Substances phrases de risque R40 halogénés                | 20 ③ | 20 ③       |
| Substances phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61, R68 | 2    | 2          |
| CH <sub>4</sub>   | /    | 50         |
| Dioxines et furannes                                      | /    | 0,1ng/m3 ④ |

② si flux global des installations est inférieur ou égal à 1kg/h

① si flux global des installations supérieur à 25 kg/h

② si flux global des installations supérieur à 0,5 kg/h

③ si flux global des installations supérieur à 0,1 kg/h

④ Valeur moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

Les moyennes sur une demi-heure, sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré)

Les rejets de l'oxydeur thermique respecteront en outre à compter du 31 décembre 2010 :

➤ concentration moyenne en carbone inférieure à 5 mg de C/m<sup>3</sup> si le flux est supérieur à 0,05 kg/h

➤ Concentration en NOx < 50 mg/Nm<sup>3</sup> si le flux est supérieur à 0,3 kg/h

Les valeurs limites des rejets s'imposent à des prélèvements, mesures, ou analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.

10% des résultats des mesures pourront dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en continu ou dans l'environnement, ces 10 pour 100 doivent être comptés sur une base hebdomadaire pour le fluor et de 24 heures pour les autres éléments.

### ***Les rejets de COV cités respecteront les valeurs du tableau suivant***

| Année (t/an)                              | 2009 | 2010 et suivantes |
|---|------|-------------------|
| Dichlorométhane                           | 50   | 30                |
| Perchloréthylène                          | 6    | 4                 |
| Diméthylformamide                         | 0,6  | 0,2               |
| COVNM en équivalent CH <sub>4</sub> - COT | 11   | 11                |

### ***Rejets de gaz à effets de serre***

L'exploitant s'engage volontairement à continuer l'exploitation de son installation de destruction des Gaz à Effet de Serre PFC (R14), HFC (R23 – R125), CFC (R13 – R113 – R114) et HCFC (R123 – R124) issus de l'atelier TFA dans le cadre des projets domestiques volontaires régis par le Protocole de Kyoto , le Décret n° 2006-622 du 29 mai 2006 et l'Arrêté du 2 mars 2007.

La surveillance des émissions des gaz cités ci dessus est réalisée selon les mêmes dispositions que celles définies à l'article 11.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2005-62 du 5 octobre 2005 pour les COVNM.

L'exploitant établi un dossier faisant le bilan des rejets gaz à effet de serre cités ci dessus, faisant apparaître l'évolution des flux et des concentrations rejetés, les rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans les installations (ratio), les conditions d'évolution de ces rejets et les possibilités de réduction envisageables.

Ce dossier est réalisé et adressé au Préfet avant le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

**ANNEXE 1 :**  
**LISTE DES SUBSTANCES DANGEREUSES**  
**FAISANT PARTIE DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

**Etablissement : RHODIA à Salindres (30)**

| Substance                        | Code SANDRE      | Catégorie de Substance :<br>-1 = dangereuses prioritaires,<br>- 2 = prioritaires,<br>- 3 = pertinentes liste 1,<br>- 4 = pertinentes liste 2<br><br>(cf : article 4.2, de l'AP) | Limite de quantification à atteindre par les laboratoires :<br>LQ en µg/l<br><br>(source : annexe 5.2 de la circulaire du 05/01/2009) | Valeurs limites admissibles vis à vis du milieu (eaux douces de surfaces) :<br>10*NQE-MA ou 10*NQE <sub>P</sub> en µg/l<br>(cf : article 3.3. de l'AP) |
|----------------------------------|------------------|---|---|--|
| Octylphenols                     | 1920             | 2   | 0,1   | 1  |
| OP1OE                            | demandé en cours | 2   | 0,1*  | 1  |
| OP2OE                            | demandé en cours | 2   | 0,1*  | 1  |
| Tétrabromodiphényléther (BDE 47) | 2919             | 2   | La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ dans l'eau de 0,05µg/l pour chaque BDE.               | $\Sigma$ (incluant le Tribromodiphényléther Tri BDE 28)= 0,005   |
| Hexabromodiphényléther BDE 154   | 2911             | 2   |   |  |
| Hexabromodiphényléther BDE 153   | 2912             | 2   |   |  |
| Heptabromodiphényléther BDE 183  | 2910             | 2   |   |  |
| Décabromodiphényléther (BDÉ 209) | 1815             | 2   |   |  |
| Benzène                          | 1114             | 2   | 1   | 100  |
| 1,2,3 trichlorobenzene           | 1630             | 2   | 1   | $\Sigma = 4$   |
| 1,2,4 trichlorobenzene           | 1283             | 2   | 1   |  |
| 1,3,5 trichlorobenzene           | 1629             | 2   | 1   |  |
| 1,2 Dichloroéthane               |                  | 2   |   |  |
| Pentachlorophénol                | 1235             | 2   | 0,1   | 4  |

|  |      |   |             |                     |
|--|------|---|-------------|---------------------|
| 2-méthylphénol                             |      |   | <b>0,1</b>  |                     |
| 3-méthylphénol                             |      |   | <b>0,1</b>  |                     |
| 4-méthylphénol                             |      |   | <b>0,1</b>  |                     |
| 2 chlorophénol                             | 1471 | 4 | <b>0,1</b>  | 60                  |
| 4 chlorophénol                             | 1650 | 4 | <b>0,1</b>  | 40                  |
| 2,4 dichlorophénol                         | 1486 | 4 | <b>0,1</b>  | 100                 |
| 2,4,6 trichlorophénol                      | 1549 | 4 | <b>0,1</b>  | 41                  |
| 1,2 dichloroéthane                         | 1161 | 2 | <b>2</b>    | 100                 |
| Chlorure de méthylène<br>(dichlorométhane) | 1168 | 2 | <b>5</b>    | 200                 |
| <b>Hydrocarbures</b>                       |      |   |             |                     |
| Chloroforme                                | 1135 | 2 | <b>1</b>    | 25                  |
| Tétrachlorure de carbone                   | 1276 | 3 | <b>0,5</b>  | 120                 |
| 1,2 dichloroéthylène                       | 1163 | 4 | <b>5</b>    | 11 000              |
| Tetrachloroéthylène                        | 1272 | 3 | <b>0,5</b>  | 100                 |
| Trifluoroéthylène                          | 1286 | 3 | <b>0,5</b>  | 100                 |
| <b>Hydrocarbures aromatiques</b>           |      |   |             |                     |
| Fluoranthène                               | 1191 | 2 | <b>0,01</b> | 1                   |
| Naphtalène                                 | 1517 | 2 | <b>0,05</b> | 24                  |
| <b>Métaux et leurs composés</b>            |      |   |             |                     |
| Plomb et ses composés                      | 1382 | 2 | <b>5</b>    | 72                  |
| Nickel et ses composés                     | 1386 | 2 | <b>10</b>   | 200                 |
| Arsenic et ses composés                    | 1369 | 4 | <b>5</b>    | Fc du bruit de fond |
| Zinc et ses composés                       | 1383 | 4 | <b>10</b>   | Fc du bruit de fond |
| Cuivre et ses composés                     | 1392 | 4 | <b>5</b>    | Fc du bruit de fond |
| Chrome et ses composés                     | 1389 | 4 | <b>5</b>    | Fc du bruit de fond |
| <b>Insecticides</b>                        |      |   |             |                     |
| Trifluraline                               | 1289 | 2 | <b>0,05</b> | 0,3                 |
| Alachlore                                  | 1101 | 2 | <b>0,02</b> | 3                   |
| Attrazine                                  | 1107 | 2 | <b>0,03</b> | 6                   |
| Chlorfenvinphos                            | 1464 | 2 | <b>0,05</b> | 1                   |
| Chlorpyrifos                               | 1083 | 2 | <b>0,05</b> | 0,3                 |
| Diuron                                     | 1177 | 2 | <b>0,05</b> | 2                   |
| <b>Autres substances</b>                   |      |   |             |                     |
| Isobutylchloroformate                      | 100  | 2 | <b>0,02</b> | 0,02                |

<sup>1</sup> Pour le Cadmium et ses composés, les valeurs retenues pour les NQE varient en fonction de la dureté de l'eau telle que définie suivant les cinq classes suivantes : classe 1 : <40 mg CaCO<sub>3</sub>/l, classe 2 : 40 à <50 mg CaCO<sub>3</sub>/l, classe 3 : 50 à <100 mg CaCO<sub>3</sub>/l, classe 4 : 100 à <200 mg CaCO<sub>3</sub>/l et classe 5 : ≥200 mg CaCO<sub>3</sub>/l.

|  |              |                     |              |    |
|--|--------------|---------------------|--------------|----|
|  |              |                     |              |    |
| Isoproturon  | 1208         | 2                   | 0,05         | 3  |
| Simazine   | 1263         | 2                   | 0,03         | 10 |
| Demande Chimique en<br>Oxygene ou Carbone<br>Organique Total | 1314<br>1841 | Paramètres de suivi | 30000<br>300 |    |
| Matières en Suspension                                       | 1305         |                     | 2000         |    |

*NOTA : En cas de plusieurs points de rejets sur le site, il convient d'examiner la nécessité d'établir un tableau spécifique par rejet*

## ANNEXE 2

**TABLEAU DES PERFORMANCES ET ASSURANCE QUALITE  
A RENSEIGNER ET A RESTITUER A L'EXPLOITANT**

| Famille               | Substances                          | Code SANDRE      | Substance Accréditée <sup>1</sup><br>oui / non sur<br>matrice eaux<br>résiduaires | LQ en µg/l<br>(obtenue sur<br>une matrice eau<br>résiduaire) |
|-----------------------|-------------------------------------|------------------|---|--|
| <i>Alkyiphénols</i>   | Octylphénol                         | 1920             |   |  |
|                       | OP1OE                               | demande en cours |   |  |
|                       | OP2OE                               | demande en cours |   |  |
| <i>Anilines</i>       | 2 chloroaniline                     | 1593             |   |  |
|                       | 3 chloroaniline                     | 1592             |   |  |
|                       | 4 chloroaniline                     | 1591             |   |  |
|                       | 4-chloro-2 nitroaniline             | 1594             |   |  |
|                       | 3,4 dichloroaniline                 | 1586             |   |  |
| <i>Autres</i>         | Biphényle                           | 1584             |   |  |
|                       | Epichlorhydrine                     | 1494             |   |  |
|                       | Tributylphosphate                   | 1847             |   |  |
|                       | Acide chloroacétique                | 1465             |   |  |
| <i>BDE</i>            | Tétrabromodiphényléther<br>BDE 47   | 2919             |   |  |
|                       |                                     |                  |   |  |
|                       |                                     |                  |   |  |
|                       | Hexabromodiphényléther<br>BDE 154   | 2911             |   |  |
|                       | Hexabromodiphényléther<br>BDE 153   | 2912             |   |  |
| <i>BTEX</i>           | Heptabromodiphényléther<br>BDE 183  | 2910             |   |  |
|                       | Décabromodiphényléther<br>(BDE 209) | 1815             |   |  |
|                       | Benzène                             | 1114             |   |  |
|                       | Ethylbenzène                        | 1497             |   |  |
|                       | Isopropylbenzène                    | 1633             |   |  |
| <i>Chlorobenzènes</i> | Toluène                             | 1278             |   |  |
|                       | Xylènes (Somme o,m,p)               | 1780             |   |  |
|                       |                                     |                  |   |  |
|                       |                                     |                  |   |  |
|                       | 1,2,3 trichlorobenzène              | 1630             |   |  |
|                       | 1,2,4 trichlorobenzène              | 1283             |   |  |
|                       | 1,3,5-trichlorobenzène              | 1629             |   |  |
|                       | Chlorobenzène                       | 1467             |   |  |

| Famille       | Substances                        | Code SANDRE      | Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduaires | LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire) |
|---------------|-----------------------------------|------------------|--|---|
|               | 1-chloro-4-nitrobenzène           | 1470             |  |   |
| Chlorophénols | Pentachlorophénol                 | 1235             |  |   |
|               | 4-chloro-3-méthylphénol           | 1636             |  |   |
|               | 2 chlorophénol                    | 1471             |  |   |
|               | 3 chlorophénol                    | 1651             |  |   |
|               | 4 chlorophénol                    | 1650             |  |   |
|               | 2,4 dichlorophénol                | 1486             |  |   |
|               | 2,4,5 trichlorophénol             | 1548             |  |   |
|               | 2,4,6 trichlorophénol             | 1549             |  |   |
| COHV          | Hexachloropentadiène              | 2612             |  |   |
|               | 1,2 dichloroéthane                | 1161             |  |   |
|               | Chlorure de méthylène             | 1168             |  |   |
|               |                                   |                  |  |   |
|               | Chloroforme                       | 1135             |  |   |
|               | Tétrachlorure de carbone          | 1276             |  |   |
|               | Chloroprène                       | 2611             |  |   |
|               | 3-chloroprène (chlorure d'allyle) | 2065             |  |   |
|               | 1,1 dichloroéthane                | 1160             |  |   |
|               | 1,1 dichloroéthylène              | 1162             |  |   |
|               | 1,2 dichloroéthylène              | 1163             |  |   |
|               | Hexachloroéthane                  | 1656             |  |   |
|               | 1,1,2,2 tetrachloroéthane         | 1271             |  |   |
|               | Tetrachloroéthylène               | 1272             |  |   |
|               | 1,1,1 trichloroéthane             | 1284             |  |   |
|               | 1,1,2 trichloroéthane             | 1285             |  |   |
|               | Trichloroéthylène                 | 1286             |  |   |
|               | Chlorure de vinyle                | 1753             |  |   |
| HAP           |                                   |                  |  |   |
|               | Fluoranthène                      | 1191             |  |   |
|               | Naphtalène                        | 1517             |  |   |
|               | Acénaphthène                      | 1453             |  |   |
| Métaux        | Plomb et ses composés             | 1382             |  |   |
|               | Nickel et ses composés            | 1386             |  |   |
|               | Arsenic et ses composés           | 1369             |  |   |
|               | Zinc et ses composés              | 1383             |  |   |
|               | Cuivre et ses composés            | 1392             |  |   |
| Organoétains  | Chrome et ses composés            | 1389             |  |   |
|               | Dibutylétain cation               | 1771             |  |   |
|               | Monobutylétain cation             | 2542             |  |   |
|               | Triphénylétain cation             | demande en cours |  |   |

| Famille             | Substances   | Code SANDRE  | Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduaires | LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire) |
|---------------------|--|--------------|--|---|
| PCB                 | PCB 28   | 1239         |  |   |
|                     | PCB 52   | 1241         |  |   |
|                     | PCB 101  | 1242         |  |   |
|                     | PCB 118  | 1243         |  |   |
|                     | PCB 138  | 1244         |  |   |
|                     | PCB 153  | 1245         |  |   |
|                     | PCB 180  | 1246         |  |   |
| Pesticides          | Trifluraline   | 1289         |  |   |
|                     | Alachlore  | 1101         |  |   |
|                     | Atrazine   | 1107         |  |   |
|                     | Chlorfenvinphos  | 1464         |  |   |
|                     | Chlorpyrifos   | 1083         |  |   |
|                     | Diuron   | 1177         |  |   |
|                     |  | 1261         |  |   |
|                     |  | 1262         |  |   |
|                     | Isoproturon  | 1208         |  |   |
|                     | Simezine   | 1263         |  |   |
| Paramètres de suivi | Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total | 1314<br>1841 |  |   |
|                     | Matières en Suspension                                 | 1305         |  |   |

<sup>1</sup> : Une absence d'accréditation pourra être acceptée pour certaines substances (substances très rarement accréditées par les laboratoires voire jamais). Il s'agit des substances : « Chloroalcanes C10-C13, diphenylétherbromés, alkylphénols et hexachloropentadiène».

## ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(*Nom, qualité*) .....

Coordonnées de l'entreprise : .....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

- ❖ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- ❖ m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement <sup>8</sup>
- ❖ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire\*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

\*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

---

<sup>8</sup> L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.